

# Mémoire présenté dans le cadre des consultations prébudgétaires

## Introduction

Le budget de 2017 et les rapports du Conseil consultatif en matière de croissance économique ont mis en évidence le potentiel d'innovation de l'industrie agroalimentaire en tant que moteur de la croissance économique au Canada. À titre de deuxième industrie agroalimentaire en importance au Canada, l'industrie de la transformation laitière est désireuse d'apporter sa contribution.

Bien que certains aient considéré le système de gestion de l'offre des produits laitiers comme un facteur limitant la croissance et l'innovation, les initiatives prises par les transformateurs et les producteurs laitiers au cours de la dernière année, à savoir l'accord de principe sur la Stratégie nationale des ingrédients (SNI), sont des premières étapes importantes de sa modernisation. Cela créera d'autres possibilités pour le secteur laitier de poursuivre sa croissance.

Pour permettre à l'industrie de la transformation laitière d'atteindre son plein potentiel et de maximiser ses contributions à l'économie canadienne, nous croyons que le budget de 2018 devrait prendre en compte un certain nombre de politiques et de programmes visant à réduire les inefficacités et à relever les principaux défis de l'innovation et de la croissance. Comme il est précisé dans ce mémoire, l'Association des transformateurs laitiers du Canada (ATLC) croit que cela comprendrait une stratégie de traitement des aliments et une combinaison d'initiatives comme l'harmonisation de la réglementation, des crédits d'impôt à l'investissement et des programmes qui offrent un plus grand accès aux travailleurs hautement qualifiés.

## Aperçu de l'industrie de la transformation des produits laitiers

L'industrie de la transformation laitière apporte une contribution importante à l'économie canadienne. En 2016, cette industrie générait des revenus de près de 18 milliards de dollars, représentait environ 23 000 emplois directs et avait une masse salariale de plus de 1,2 milliard de dollars<sup>1</sup>. Si l'on tient compte des emplois directs, indirects et induits, l'industrie de la transformation laitière crée ou soutient plus de 211 000 emplois partout au pays, avec des salaires et des avantages sociaux se chiffrant à quelque 9,6 milliards de dollars. La transformation laitière génère directement un produit

---

<sup>1</sup> Source : Statistique Canada, tableau 281-0047 et tableau 304-0014.

intérieur brut (PIB) de 3,7 milliards de dollars au Canada; et lorsque l'on inclut les effets indirects et induits, sa contribution économique augmente jusqu'à un PIB total de près de 18 milliards de dollars<sup>2</sup>.

La transformation laitière a une présence notable dans chaque province du Canada, puisque 207 circonscriptions fédérales possèdent au moins une usine de transformation laitière. Il importe de noter que beaucoup de ces usines sont situées dans des zones rurales où les débouchés d'emploi sont par ailleurs limités. S'il est difficile de quantifier la valeur de ce facteur, il demeure que l'apport de l'industrie de la transformation laitière a une grande importance pour les collectivités où ces usines sont installées.

À l'échelle nationale, la transformation laitière est la deuxième industrie agroalimentaire en importance, derrière l'industrie de la production de la viande. En 2016, la transformation laitière représentait 12 % du PIB de l'industrie alimentaire. À 14 % du PIB manufacturier total, la fabrication d'aliments représentait le deuxième contributeur principal en 2016<sup>3</sup>.

### **La nécessité d'une stratégie en matière de transformation alimentaire**

L'industrie de la transformation laitière accueille avec plaisir l'annonce récente du [Partenariat agricole canadien](#). Plus précisément, l'industrie est ravie de l'accent mis sur les investissements dans la science, la recherche et l'innovation et la croissance du secteur à valeur ajoutée de l'agriculture et de la transformation agroalimentaire. Dans des observations antérieures sur le prochain cadre stratégique pour l'agriculture, l'ATLC a exhorté le gouvernement à soutenir la création d'une stratégie nationale de transformation alimentaire.

Une mosaïque de programmes est actuellement offerte par les divers ministères et organismes gouvernementaux, mais il n'existe pas de vision ou de stratégie unifiée dans le secteur de la transformation alimentaire. La nécessité d'une stratégie en matière de transformation alimentaire au Canada est manifeste. Une telle stratégie doit être articulée à travers des objectifs clairement définis pour l'industrie de la transformation laitière et un plan d'action pour les atteindre. L'un des principaux objectifs devrait être un niveau de croissance ciblé sur un horizon de 10 ans pour l'industrie de la transformation laitière. Les programmes gouvernementaux pourraient toujours être offerts par divers ministères et organismes gouvernementaux, mais ils devraient faire partie de la même stratégie d'ensemble et devraient être élaborés et exécutés, en consultation avec les parties prenantes, par une équipe multidirectionnelle distincte au sein du gouvernement. Croire en l'avenir prometteur d'une industrie implique également de croire en ses produits. Par conséquent, la promotion de la valeur

---

<sup>2</sup> Mussell, A., Hedley, D. et coll. *Une stratégie de la transformation alimentaire pour l'AECC : Une étude réalisée pour l'Association des transformateurs laitiers du Canada*. Systèmes économiques agroalimentaires. 2016.

<sup>3</sup> Source : Statistique Canada, Tableau 379-0031.

nutritive des produits laitiers dans le cadre d'un mode de vie sain doit également faire partie intégrante de la stratégie.

L'Association des transformateurs laitiers du Canada formule donc la recommandation suivante à l'intention du gouvernement :

Que le gouvernement du Canada affecte les fonds nécessaires au budget de 2018 pour élaborer, en consultation avec les parties prenantes, une stratégie de transformation alimentaire. Cette stratégie doit s'accompagner d'objectifs clairement définis pour l'industrie laitière et d'un ensemble de programmes gouvernementaux pour les atteindre. Pour que cette stratégie atteigne son plein potentiel, nous recommandons que l'élaboration et l'exécution du programme soient confiées à une équipe interministérielle distincte au sein du gouvernement.

### **Entraves à l'innovation dans l'industrie de la transformation laitière au Canada**

Il existe deux grands types d'innovation dans le secteur de la fabrication : l'innovation des produits et l'innovation des procédés.

Dans l'industrie de la transformation laitière, l'innovation des produits renvoie à l'introduction d'un nouveau produit ou d'une nouvelle composante du lait ou d'un produit ou d'une composante du lait démontrant des attributs ou des usages prévus qui sont nettement améliorés, offrant ainsi une meilleure valeur pour les consommateurs canadiens. Cette approche est prioritaire pour notre industrie, comme en témoigne le lancement du défi de la Coopérative laitière Agropur « Ensemble, réinventons les produits laitiers », qui est une invitation ouverte aux penseurs créatifs à travers le monde pour trouver des innovations qui élargissent et revigorent l'utilisation des ingrédients du lait.

L'innovation des procédés est la mise en œuvre de méthodes nouvelles ou améliorées de production ou d'exécution. Par exemple, Gay Lea Foods Co-operative a acquis de la machinerie de pointe d'une entreprise de technologie industrielle de Vancouver, ce qui lui a permis de déployer la technologie de séchage sous vide par rayonnement (REVTM), une technologie de déshydratation pour la production de produits laitiers. Cette technologie est plus rapide et plus économique, et permet d'obtenir un produit final de qualité supérieure à celle de la technologie actuelle.

Il est important de mentionner que l'innovation dans les méthodes de transformation peut prendre la forme d'amélioration de l'efficacité énergétique, de la réduction des déchets et de la réduction de l'empreinte carbone. Par exemple, au lieu d'utiliser de l'eau du robinet, la société Saputo utilise l'osmose renversée, un produit dérivé des processus de filtration des produits du lactosérum, à l'étape de prérinçage. De plus, grâce à des projets de récupération, l'entreprise a également réduit sa

consommation d'eau potable de 10 % dans une usine du Québec, épargnant ainsi 55 millions de litres d'eaux usées par année.

Malgré ce qui précède, il existe actuellement des entraves tant aux innovations des produits que des procédés dans l'industrie de la transformation laitière.

- **Innovation des produits**

L'innovation des produits est compliquée en raison des différences entre les règlements des provinces et du caractère trop strict de la réglementation fédérale. Il faudrait éliminer les obstacles réglementaires qui restreignent l'utilisation de technologies novatrices par les transformateurs canadiens du lait, réduisent la libre circulation des produits entre les provinces et imposent de lourdes formalités administratives. Nous sommes rassurés par les discussions récentes menées par les gouvernements fédéral, provinciaux et territoriaux afin de rendre le système de réglementation canadien plus collaboratif, efficient et efficace. Pour atteindre cet objectif, nous croyons que les règlements provinciaux doivent être harmonisés; toutefois, l'harmonisation ne devrait pas être fondée sur le plus petit dénominateur commun, mais devrait plutôt appuyer la vigueur de l'industrie de la transformation laitière. En fin de compte, les consommateurs en bénéficieront.

L'Association des transformateurs laitiers du Canada formule donc la recommandation suivante à l'intention du gouvernement :

Que le gouvernement du Canada prenne en considération les commentaires sur la publication de la Partie I dans la Gazette du Canada concernant le Règlement sur la salubrité des aliments au Canada et prenne le temps nécessaire pour que la réglementation actualisée englobe la chaîne complète d'approvisionnement alimentaire ainsi que tous ses aspects. Il devrait parallèlement entreprendre l'actualisation du Règlement sur les aliments et drogues, dans le but de réduire les obstacles à l'innovation dans le secteur de la transformation alimentaire et de réduire les formalités administratives. Le gouvernement du Canada devrait également être un ardent défenseur de l'harmonisation de la réglementation provinciale en vue de réduire les obstacles au commerce interprovincial.

- **Innovation des processus**

Le crédit d'impôt à l'investissement (CII) de 20 % du Programme d'encouragement fiscal à la recherche scientifique et au développement expérimental (RS-DE) a été réduit à 15 % pour certains types d'entreprises en 2012. Ce changement a été préjudiciable pour le secteur de la transformation alimentaire, tout particulièrement en ce qui a trait aux investissements dans la recherche appliquée. Un financement plus élevé du programme de RS-DE pour les dépenses salariales admissibles stimulerait les investissements en recherche appliquée dans le secteur. De plus, un examen du

programme et de son administration devrait être entrepris pour rationaliser le processus de présentation des demandes, car plusieurs transformateurs laitiers ont indiqué que le fardeau administratif réduisait à néant les avantages d'une contribution remboursable.

L'Association des transformateurs laitiers du Canada formule donc la recommandation suivante à l'intention du gouvernement :

Que le gouvernement du Canada affecte les fonds nécessaires dans le cadre du budget de 2018 pour améliorer le crédit d'impôt à l'investissement de base dans le programme de RS-DE et rationalise le processus de demande.

Les recherches menées dans les collèges et universités du Canada sont de haute qualité. Malheureusement, il est souvent difficile pour le secteur privé d'accéder à la propriété intellectuelle associée à ces recherches. Un membre de l'Association des transformateurs laitiers du Canada a qualifié de cauchemardesques les négociations et les communications entourant l'achat de propriété intellectuelle auprès des universités. Les modalités de transfert de la propriété intellectuelle (PI) offertes par les universités sont souvent irréalistes du point de vue de l'industrie. Il est malheureux que les investissements publics en recherche et développement ne procurent aucun avantage à l'industrie, et finalement aux consommateurs canadiens, en raison de politiques alambiquées en matière de transfert de la PI. Il ne faut pas oublier qu'au bout du compte les consommateurs profitent des innovations sous forme de réduction des prix ou d'augmentation de l'offre. Le gouvernement devrait envisager la création d'un mécanisme d'arbitrage pour aider les entreprises à conclure des accords acceptables avec les universités sur la question du transfert de la PI.

L'Association des transformateurs laitiers du Canada formule donc la recommandation suivante à l'intention du gouvernement :

Que le gouvernement du Canada alloue les fonds nécessaires dans le budget de 2018 pour instaurer un mécanisme d'arbitrage pour faciliter le transfert de PI entre les universités et l'industrie. De plus, comme mesure de succès, les universités devraient être évaluées pour le renouvellement des fonds fédéraux en fonction du nombre de transferts qu'elles ont assurés avec l'industrie.

### **Accès aux talents et aux compétences**

À l'instar de nombreux autres secteurs commerciaux au Canada, l'industrie de la transformation laitière est constamment aux prises avec des problèmes d'accès aux talents et aux compétences. Le secteur des produits laitiers reste un milieu où les hommes sont représentés de manière disproportionnée. Les femmes ont beaucoup à offrir au secteur et, par conséquent, il faut une stratégie spécifique à cet égard. L'Association des transformateurs laitiers du Canada formule donc les

recommandations suivantes à l'intention du gouvernement afin d'assurer que le secteur de la transformation alimentaire a accès aux travailleurs dont il a besoin :

Que le gouvernement du Canada alloue les fonds nécessaires dans le budget de 2018 pour :

- lancer une campagne d'éducation pour encourager les jeunes Canadiens à faire carrière dans l'industrie agroalimentaire, notamment dans la transformation laitière. Cette campagne devrait viser en particulier les jeunes femmes;
- adopter des règles d'immigration plus souples (par exemple, modification du Programme des travailleurs étrangers temporaires);
- élargir des programmes coop dans les universités et les collèges, ainsi que des programmes de stages;
- accroître le financement pour les programmes de transformation alimentaire dans les collèges et universités (afin de s'assurer qu'ils aient accès à du matériel de pointe);
- élargir les programmes de formation en cours d'emploi (par exemple, programme d'apprentissage en milieu de travail).

## **Commerce international**

L'élimination des tarifs sur une large gamme d'ingrédients de transformation agroalimentaire totalisant environ 700 millions de dollars a été annoncée dans le cadre du budget de 2017. Bien qu'il ne fasse pas de doute que l'augmentation des débouchés commerciaux ait des bénéfices pour beaucoup d'acteurs dans le secteur agroalimentaire, nous ne croyons pas que tous bénéficieront de manière égale de l'augmentation du commerce.

- **CT sur le fromage de l'AECG**

Le gouvernement a fait une annonce le 1<sup>er</sup> août au sujet des modalités administratives pour l'attribution des contingents tarifaires (CT) pour les fromages européens, selon lesquels 50 % de ces licences d'importation ont été attribuées aux distributeurs et détaillants. Ces groupes ne sont pas affectés négativement par les termes négociés par le gouvernement du Canada dans le cadre de l'AECG, mais ils ont reçu la moitié de l'allocation. Toute stratégie de transformation alimentaire doit d'abord atténuer ces incidences négatives sur l'industrie de la transformation laitière, puis se concentrer sur la croissance.

- **Renégociation de l'ALENA**

Alors que le Canada se dirige vers la table de négociation pour renégocier l'Accord de libre-échange nord-américain (ALENA), nous croyons qu'il incombe au gouvernement fédéral de présenter un argumentaire bien étayé si les produits laitiers doivent être inclus dans un ALENA renégocié.

Dans le cadre des renégociations de l'ALENA, le gouvernement devrait inclure un argument convaincant pour inclure les produits laitiers, mais la stratégie du Canada à moyen et à long terme en matière de produits laitiers doit atteindre la parité en termes de balance commerciale avec les États-Unis. À court terme, toutes les concessions dans le secteur laitier effectuées au cours des renégociations doivent être compensées, au minimum, par des gains nets égaux pour le secteur dans l'esprit d'une approche « gagnant-gagnant ».

Nous croyons que l'accent mis par le gouvernement du Canada sur ces négociations et sur toutes ses négociations commerciales devrait être axé sur les objectifs, par opposition aux moyens. Le gouvernement devrait donc chercher à instaurer un accord et un environnement commercial qui positionnera le secteur laitier pour la croissance plutôt que de simplement envisager le type de concessions nécessaires aux transformateurs laitiers et aux producteurs canadiens pour parvenir à un accord à court terme.

### **Conclusion**

Dans le cadre de l'étude des consultations prébudgétaires par le Comité, il convient de mentionner que les usines de transformation laitière sont généralement situées dans des zones rurales et des petites villes où les occasions commerciales et les possibilités d'emploi sont plus limitées que dans les grands centres urbains. Par conséquent, toute mesure gouvernementale avantageuse pour le secteur de la transformation laitière générera des retombées économiques qui revêtiront une importance proportionnellement plus grande dans les zones rurales. À l'inverse, toute mesure gouvernementale qui a une incidence négative sur l'industrie de la transformation laitière affectera de manière disproportionnée les zones rurales. Les négociateurs canadiens et les décideurs publics doivent tenir compte de cette réalité dans le contexte des renégociations de l'ALENA.

#### **À propos de l'Association des transformateurs laitiers du Canada**

L'Association des transformateurs laitiers du Canada (ATLC) est la plus importante organisation nationale de l'industrie à défendre les intérêts publics, politiques et réglementaires de l'industrie de la transformation laitière au Canada. Nos [membres](#) sont des moyens et grands transformateurs dont les modèles commerciaux varient : entreprises multinationales, sociétés cotées en bourse, coopératives et entreprises à capital fermé. Nos transformateurs achètent plus de 85 % de la production totale de lait au Canada. Les membres de l'Association des transformateurs laitiers du Canada représentent certaines des marques les plus connues au Canada et permettent l'emploi de plus de 23 000 Canadiens, contribuant pour près de 18 milliards de dollars à l'économie nationale.